

Introduction

Introduction

Introducción

Nelson Arturo Ovalle Diaz

Volume 49, numéro hors-série, 2019

Le rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne
au sein des Amériques
Canada's Role in Protecting Human Rights in the Americas
El papel de Canadá en la protección de los derechos humanos en las
Américas

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055483ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055483ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ovalle Diaz, N. A. (2019). Introduction / Introducción. *Revue générale de droit*, 49, 5-27. <https://doi.org/10.7202/1055483ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ARTICLES

Introduction

En 2017, la Faculté de droit — Section de common law de l'Université d'Ottawa — a organisé un colloque international, intitulé *150^e anniversaire de la Confédération canadienne au sein des Amériques : le rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne*. Pendant trois jours, du 15 au 17 septembre 2017, le colloque a mobilisé plus de 40 experts, leaders et chercheurs provenant de tous les coins des Amériques, d'Europe et d'Afrique. La rencontre a permis d'encourager l'échange et la réflexion sur le thème de la protection des droits de la personne au sein des Amériques, et plus particulièrement, du rôle que le Canada peut jouer à cet égard.

Les pays latino-américains sont des États souverains depuis deux siècles¹, mais c'est seulement depuis les années 1970 que le Canada s'intéresse à ses rapports sociopolitiques avec l'Amérique latine². Dans les dernières décennies, les pays de l'Amérique latine ont connu de nombreux régimes dictatoriaux, puis ont évolué vers l'adoption de démocraties imparfaites, immatures, en construction et encore en recherche de leur propre modèle de gouvernance³. L'avènement d'une véritable politique étrangère canadienne à l'égard des Amériques coïncide avec la fin de la guerre froide et le bouleversement des dictatures latino-américaines. Devant ce constat, de nombreuses questions doivent être posées :

1. Comment faire face ensemble aux défis du 21^e siècle dans un continent où le déplacement des populations s'accroît massivement à cause des crises dans les pays d'origine, alors que les pays d'accueil semblent incapables de participer à la solution du problème migratoire ou ne s'y intéressent pas⁴?

1. C. Parra-Perez, Manuel Cabrera et Raymond Ronze, *Études sur l'indépendance de l'Amérique latine*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1954.

2. François Barthélemy, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions ouvrières, 1991 à la p 180.

3. Pierre-Gilles Bélanger, « Une réforme pénale en Amérique latine qui devrait chercher sa légitimité » (2015) hors série mars RQDI 29 à la p 31.

4. Migration Data Portal, « The Total Number of International Migrants Residing in the Country or Region », 2017, en ligne : < //migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2017 >.

2. Comment expliquer que l'Amérique, qui relie les deux pôles terrestres et qui est tellement riche en ressources naturelles, constitue le continent le plus inégal sur la planète⁵?
3. Malgré les investissements massifs dans la guerre contre les drogues illicites, comment expliquer que la corruption et la criminalité organisée contrôlent de plus en plus de territoires et de secteurs économiques à l'échelle continentale⁶?
4. Comment expliquer que malgré la modernisation des systèmes de sécurité et de justice⁷, l'insécurité et la criminalité augmentent dans la plupart des grandes villes du continent⁸?
5. Comment expliquer que les premiers habitants des Amériques ne soient pas encore reconnus comme maîtres chez eux⁹?
6. Pourquoi la réalisation des droits des minorités et des groupes vulnérables demeure-t-elle un projet inachevé dans plusieurs pays des Amériques¹⁰?
7. Comment le Canada peut-il avoir une présence et un rôle légitime dans les Amériques?

L'objectif de ce projet de partage de connaissances et d'expériences à l'échelle continentale cherchait à répondre à certains des questionnements. Autrement dit, lors de ce colloque, il s'agissait de trouver la manière d'accroître la protection des droits de la personne dans le

5. Gapminder, « Inequality Index (Gini) by World Regions – The Americas » (2016), en ligne : Gapminder <<http://www.gapminder.org/>>.

6. Transparency International, « Corruption perceptions index 2017 », en ligne : Transparency International <<http://www.transparency.org/>>.

7. Bélanger, *supra* note 3 aux pp 32–40.

8. NationMaster, « Violent Crime – Murder Rate », en ligne : NationMaster <www.nationmaster.com/country-info/stats/Crime/Violent-crime/Murder-rate>.

9. Sophie Thériault, « Justice environnementale et peuples autochtones : les possibilités et les limites de la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme » (2015) hors série mars RQDI 129; Sergio Fuenzalida B, « Desarrollo de la jurisprudencia en Chile sobre la consulta indígena: los casos del tribunal constitucional y la corte suprema » (2015) hors série mars RQDI 149; Gonzalo Bustamante, « The Right to Consultation and Free, Prior and Informed Consent in Latin America: The Governmentality of the Extraction of Natural Resources » (2015) hors série mars RQDI 179; Salvador Herencia Carrasco, « Public Interest Litigation in the Inter-American Court of Human Rights: The Protection of Indigenous Peoples and the Gap Between Legal Victories and Social Change » (2015) hors série mars RQDI 199.

10. Bruno Lautier, « Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables » (2013) 214:2 *Revue Tiers Monde* 187.

continent américain, d'optimiser les performances de la démocratie et d'élargir la primauté du droit à l'échelle continentale. Parmi les sujets discutés, les invités ont débattu des avantages et des désavantages pour le Canada d'adhérer complètement au système interaméricain de protection des droits de la personne. Ils ont aussi abordé les enjeux et défis que certaines populations vulnérables, notamment les peuples autochtones, les femmes et les personnes s'identifiant au groupe LGBTQIA+, rencontrent pour faire reconnaître et exercer leurs droits et libertés. Après chaque présentation, le public a eu l'occasion de poser des questions et de participer aux discussions. Le dialogue entre les experts ainsi que la participation du public ont permis de générer de nouvelles idées sur le rôle du Canada dans les Amériques en matière des droits de la personne.

Le 17 septembre 2017, le colloque accueillait l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie en tant qu'oratrice principale. Dans son discours éclairant, qui s'intitulait « La place potentielle du Canada dans le système interaméricain des droits de la personne », la ministre soulignait entre autres les points suivants :

- i. de nombreux pays dans les Amériques sont encore confrontés à d'importants obstacles qui nuisent au renforcement du pouvoir des femmes et des filles et à leur pleine participation dans la construction de la société et de l'économie;
- ii. le droit des femmes et des filles en matière de santé sexuelle et reproductive est loin d'être respecté à l'échelle des Amériques et ailleurs dans le monde;
- iii. le Canada reconnaît que ce n'est qu'en réalisant l'égalité des sexes et en renforçant le rôle des femmes et des filles dans la société que le monde pourra atteindre les objectifs mondiaux de développement durable et mettre fin, une fois pour toutes, à la pauvreté¹¹.

11. L'honorable ministre du Développement international Marie-Claude Bibeau, discours de clôture « La place potentielle du Canada au sein du système interaméricain des droits de l'homme », prononcé dans le cadre du colloque international intitulé « 150^e anniversaire de la Confédération canadienne au sein des Amériques : le rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne », présenté à l'Université d'Ottawa, 17 septembre 2017 [non publié], en ligne : [Canada 150 </canada150role.com/fr/galerie-videos/>](http://canada150role.com/fr/galerie-videos/).

La ministre Bibeau a récemment lancé la nouvelle politique d'aide internationale féministe du Canada, qui a pour but la protection des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables des États fragiles¹². Cependant, cette politique pourrait avoir encore plus de retentissement à l'international si le Canada ratifiait en plus la *Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme* (ou « Convention de Belém do Pará »)¹³. De manière générale, cette convention cherche elle aussi à renforcer le rôle des femmes et des filles dans la société et plus précisément, à condamner tout acte ou conduite qui entraîne la « violence contre la femme, tout acte ou comportement fondé sur la condition féminine qui cause la mort, des torts ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychiques à la femme, aussi bien dans sa vie publique que dans sa vie privée »¹⁴. La ratification de cet instrument aiderait également les groupes vulnérables au Canada tels que les femmes autochtones qui se retrouvent dans une posture systémique de violations de leurs droits.

Tel que l'a souligné la professeure Lucie Lamarche lors du panel sur *le droit de la femme et le système interaméricain des droits de l'homme*, « contrairement à l'année 2003, le Canada est maintenant en position de demande par rapport au système interaméricain et à l'égard des enjeux genrés et féministes sur lesquels il porte une attention particulière »¹⁵. Ainsi, la pleine adhésion à la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*¹⁶ par le Canada pourrait permettre de ratifier dans la même foulée la Convention de Belém do Pará et d'offrir aux femmes autochtones et aux citoyennes canadiennes une protection et une procédure judiciaire plus complètes. À la lumière des arguments de la professeure Lamarche, une plus grande participation du Canada au

12. Canada, Affaires mondiales Canada, *La Politique d'aide internationale féministe du Canada*, 2017, en ligne : Gouvernement du Canada <www.international.gc.ca>.

13. *Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme* « Convention de Belém do Pará », adoptée à Belém do Pará, Brésil, le 9 juin 1994, lors de la 24^e session ordinaire de l'Assemblée générale (entrée en vigueur : 5 mars 1995), en ligne : Commission interaméricaine des droits de l'homme, en ligne : <www.cidh.oas.org/Basicos/French/m.femme.htm>.

14. *Ibid*, art 1.

15. Lucie Lamarche, présentation dans le cadre du panel « Droits des femmes et le système interaméricain de droits de l'homme », colloque international intitulé « 150^e anniversaire de la Confédération canadienne au sein des Amériques : le rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne », présenté à l'Université d'Ottawa, 16 septembre 2017 [non publiée].

16. *Convention américaine relative aux droits de l'homme*, adoptée à San José, Costa Rica, le 22 novembre 1969, à la Conférence spécialisée interaméricaine sur les droits de l'homme, OASTS n° 36, 1144 UNTS 123, en ligne : <www.cidh.oas.org/basicos/french/c.convention.htm>.

système interaméricain par la ratification de ces instruments internationaux est nécessaire pour mener à bien ses obligations internationales dans le cadre de sa nouvelle politique féministe.

La pleine protection judiciaire interaméricaine est offerte uniquement aux justiciables vivant dans un État qui a ratifié la *Convention américaine relative aux droits de l'homme* et qui a accepté la compétence de la Cour interaméricaine. C'est le cas de 23 pays des Amériques¹⁷. Cependant, il y a deux pays (Trinité-et-Tobago ainsi que le Venezuela) qui ont dénoncé la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*. C'est ainsi que ces deux États se sont retirés de la juridiction obligatoire de la Cour interaméricaine. En outre, neuf pays n'ont pas encore adhéré à la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*, soit le Canada, Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, le Belize, le Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ainsi que les États-Unis d'Amérique. Néanmoins, puisqu'ils sont membres de l'Organisation des États américains, ces neuf pays sont automatiquement soumis à la compétence de la Commission interaméricaine des droits de l'homme¹⁸. Seulement un pays des Amériques est totalement hors du système interaméricain de protection des droits de la personne depuis le 31 janvier 1962 : Cuba. C'est le cas parce que cet État n'adhère pas encore aux principes interaméricains¹⁹. Afin d'offrir une plus grande protection aux justiciables du Canada ainsi que d'élargir le rayonnement international du Canada, il est temps de faire une analyse en profondeur du rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne au sein des Amériques. « Cette réflexion fondamentale cherche à mettre en exergue les défis ainsi que les avantages à ce que le Canada adhère (enfin!) à la *Convention américaine relative aux droits de l'homme* »²⁰.

Les travaux de recherche publiés dans ce numéro spécial de la *Revue générale de droit* essaient d'approfondir les réflexions, autant sur les tenants et aboutissants et les incohérences du système interaméricain

17. OEA, *Convention américaine relative aux droits de l'homme, état de signatures et ratifications*, en ligne : OEA <www.oas.org/dil/treaties_B-32_American_Convention_on_Human_Rights_sign.htm>.

18. *Charte de l'Organisation des États américains (réformée)*, arts 53.e, 106 et 145, en ligne : OEA <www.oas.org/dil/french/traites_A-41_Charte_de_l_Organisation_des_Etats_Americains.htm>.

19. OEA, Assemblée générale, 39^e sess, *Résolution relative à Cuba*, Doc off OEA AG/RES 2438 (4 juin 2009).

20. François Larocque, discours d'accueil lors du colloque intitulé « 150^e anniversaire de la Confédération canadienne au sein des Amériques : le rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne », présenté à l'Université d'Ottawa, 15 septembre 2017, en ligne : <canada150role.com/fr/galerie-videos/>.

de protection des droits de la personne dans les Amériques que sur le rôle potentiel du Canada dans la réalisation effective des droits et libertés dans notre continent. Les personnes expertes invitées à écrire dans cette publication ont des opinions divergentes sur les moyens pour mieux protéger les droits de la personne dans les Amériques, mais toutes partagent l'idée que le Canada doit participer à la protection des droits et libertés d'une façon ou d'une autre, et ce, avec une incidence à l'échelle continentale.

Ariane Rémy Quevedo, Mariana Balcorta, Pierre-Gilles Bélanger et Bernard Duhaime montrent plus d'une dizaine d'avantages en ce qui a trait à une pleine adhésion du Canada au système interaméricain de promotion et protection des droits de la personne. L'ex-juge Marie Deschamps invite à la prudence en présentant certaines réserves à une adhésion complète du Canada à la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*, car la pratique judiciaire des tribunaux canadiens diffère à plusieurs égards de celle du système interaméricain. Salvador Herencia Carrasco et Jolane T. Lauzon expliquent la pertinence du système interaméricain dans la protection des droits des personnes vulnérables, tels que les enfants et les personnes appartenant à la communauté LGBTQIA+, par exemple. Jânia Maria Lopes Saldanha, Nelson Arturo Ovalle Diaz, Arturo Argente Villarreal, Karen Sigmond et Carolina Loayza-Tamayo analysent comment le système interaméricain de protection des droits de la personne entre en conflit et s'harmonise avec le droit interne des pays comme le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Sergio Fuenzalida Bascuñán et Álvaro Paúl analysent les éléments et les effets de la doctrine du contrôle de la conventionnalité en tant que source de droit international et dont l'atterrissage est difficile en droit interne. Riccardo Perona invite à regarder le modèle européen de protection des droits de la personne et son interprétation en Italie pour renforcer la protection des droits et libertés sur le plan pratique.

Voilà une variété d'approches, de stratégies et de points de vue qui montrent comment faire mieux pour réaliser les droits et les libertés des personnes habitant les Amériques.

Ce projet de rencontres d'experts et de publication collective a été possible grâce à la participation heureuse de plusieurs individus et organismes. Il faut d'abord reconnaître la contribution de l'ancienne doyenne Nathalie Des Rosiers, qui a fait les démarches nécessaires pour obtenir une subvention auprès du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour l'organisation de ce colloque. Ensuite, le

professeur François Larocque, à titre de directeur du projet, a mis toutes les ressources à la disposition de l'équipe responsable de l'organisation des activités de rayonnement international. L'équipe se compose d'un très grand nombre de personnes qui ont donné de leur temps et de leur savoir-faire pour organiser des colloques internationaux à Santiago (Chili), à Montréal et à Ottawa (Canada), ainsi qu'une publication savante. Afin d'éviter que certaines personnes soient injustement oubliées, nous tenons à nommer celles et ceux qui ont apporté une constante collaboration : Hélène Dragatsi, Pierre-Gilles Bélanger, Jolane T. Lauzon, Frederick John Packer, Bernard Duhaime, James Cavallaro ainsi que d'autres membres de la communauté universitaire comme Dalia Tejada Alix, Ariane Rémy Quevedo, Alana Linda Guy, Émie Dubuc, Mathieu Tovar-Poitras, Gina Tizziana Gil Garcia, Cristian Pietrantonio, Aye-Lama Bah, Laura Sarmiento, Salvador Herencia Carrasco, Jacqueline Sirois, Mariana Balcorta, Jael Duarte, Luc Akakpo et Tenille Brown. Une mention spéciale et bien méritée s'adresse à l'équipe de la *Revue générale de droit* de la section de droit civil de l'Université d'Ottawa pour son travail consciencieux et soigné, qui a permis d'aboutir à cette édition spéciale. Il faut aussi reconnaître le travail d'autres bénévoles et employés de la Faculté de droit qui ont contribué à la réalisation de plusieurs activités de rayonnement international. Ce travail acharné d'autant de personnes mérite une juste récompense, notamment celle d'ouvrir formellement le débat sur l'adhésion pleine du Canada au système interaméricain de protection des droits de la personne. C'est ainsi que le Canada pourra exercer un rôle accru dans le continent afin d'améliorer la qualité de vie pour tous, car il y a une question fondamentale à résoudre : de quel type de continent hériteront les générations à venir? Pourront-elles encore jouir des montagnes, des lacs, des fleuves, des rivières, des jungles et des boisés, ainsi que de toutes les autres richesses des Amériques? Il est le temps d'agir afin d'assurer une meilleure qualité de vie pour demain.

Introduction

In 2017, the Faculty of Law – Common Law section of the University of Ottawa organized an international conference, titled *150th Anniversary of Canadian Confederation in the Americas: Canada's Role Regarding the Protection of Human Rights*. Over the course of a 3-day period, from September 15th-17th, the conference hosted over 40 experts, leaders and researchers, coming from all corners of the Americas, Europe and Africa. The conference promoted exchange and reflection concerning the protection of human rights within the Americas, specifically focusing on the role Canada could play in this cause.

While Latin American countries have been sovereign States for two centuries¹, Canada has only began getting involved in its socio-political relations with Latin America since the 1970s.² In the last few decades, Latin American countries have been traditionally led by many dictatorships, eventually moving toward the adoption of faulty, immature democracies, continuously developing and in search of their own model of governance.³ The advent of a genuine Canadian foreign policy toward the Americas coincided with the end of the Cold War and the disruption of Latin American dictatorships. Following this observation, numerous questions must be advanced:

1. How can we address the challenges of the 21st century in a continent where the migration of various populations is significantly increasing due to the crises in countries of origin, while host countries seem incapable or uninterested in engaging in the solution to this problem?⁴

1. C. Parra-Perez, Manuel Cabrera & Raymond Ronze, *Études sur l'indépendance de l'Amérique latine* (Paris: Nouvelles Éditions latines, 1954).

2. François Barthélemy, *Un continent en quête d'unité: l'au-delà du rêve* (Paris: Éditions ouvrières, 1991) at 180.

3. Pierre-Gilles Bélanger, "Une réforme pénale en Amérique latine qui devrait chercher sa légitimité" (2015) Special Edition March RQDI 29 at 31.

4. Migration Data Portal, "The Total Number of International Migrants Residing in the Country or Region" (2017), online: <[//migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2017](http://migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2017)>.

2. How can the Americas be the most unequal continent in the world, despite being a continent that unites the terrestrial poles and that is so abundant in natural resources?⁵
3. How is it that corruption and organized crime continue to have increasing control over territory and continental-level economic sectors, despite the large investments in the war on drugs?⁶
4. How can we explain the increasing insecurity and criminality in the majority of the continent's major cities,⁷ despite the modernization of security and justice systems?⁸
5. Why haven't the first occupants of the Americas been recognized as rulers of their own lands?⁹
6. Why has the achievement of minority rights and those of marginalized groups remained an unrealized goal in many countries of the Americas?¹⁰
7. How can Canada hold a legitimate role and presence in the Americas?

The objective of this project was to respond to several of the above-mentioned questions, in exchanging knowledge and experiences at the continental level. Stated otherwise, the conference sought to find ways of improving human rights protection in the Americas, to optimize the performance of democracy and to promote the rule of law at the continental level. Among the topics addressed at the conference,

5. Gapminder, "Inequality Index (Gini) by World Regions – The Americas" (2016), online: Gapminder <www.gapminder.org/>.

6. Transparency International, "Corruption Perceptions Index 2017," online: Transparency International <www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017/>.

7. NationMaster, "Violent Crime – Murder Rate," online: NationMaster <www.nationmaster.com/country-info/stats/Crime/Violent-crime/Murder-rate>.

8. Bélanger, *supra* note 3 at 32-40.

9. Sophie Thériault, "Justice environnementale et peuples autochtones: les possibilités et les limites de la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme" (2015) Special Edition March RQDI 129; Sergio Fuenzalida B, "Desarrollo de la jurisprudencia en Chile sobre la consulta indígena: los casos del tribunal constitucional y la corte suprema" (2015) Special Edition March RQDI 149; Gonzalo Bustamante, "The Right to Consultation and Free, Prior and Informed Consent in Latin America: The Governmentality of the Extraction of Natural Resources" (2015) Special Edition March RQDI 179; Salvador Herencia Carrasco, "Public Interest Litigation in the Inter-American Court of Human Rights: The Protection of Indigenous Peoples and the Gap Between Legal Victories and Social Change" (2015) Special Edition March RQDI 199.

10. Bruno Lautier, "Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables" (2013) 214:2 *Revue tiers Monde* 187.

discussants debated the advantages and disadvantages of Canada adhering to the Inter-American system of human rights. They additionally addressed the risks and challenges that certain marginalized groups, notably Indigenous peoples, women and LGBTQIA+ people, encounter in exercising their rights and freedoms and in having them recognized. After each presentation, the public had the opportunity to participate in a question and discussion period. The dialogue between experts and members of the public allowed for the emergence of new ideas pertaining to Canada's role regarding human rights in the Americas.

On September 17, 2017, the conference hosted the Honourable Marie-Claude Bibeau, Minister of International Development and La Francophonie, as a keynote speaker. During her enlightening presentation, titled "The Possible Place of Canada in the Inter-American System of Human Rights," the Minister highlighted the following observations:

- i. Numerous countries in the Americas are still confronted with major obstacles that undermine the reinforcement of women and girls' empowerment and their full participation in the development of society and of the economy;
- ii. The rights of women and girls in matters pertaining to their sexual and reproductive health is far from being respected on a continental level and on a global scale;
- iii. Canada recognizes that it is not until gender equality is attained and that women and girls' role in society is reinforced that the world can effectively reach global objectives of sustainable development and end world poverty once and for all.¹¹

Minister Bibeau recently launched Canada's new Feminist International Assistance Policy, with a goal to protect the poorest and most vulnerable people of fragile states.¹² However, this policy would have larger visibility on the international scale if Canada ratified the

11. The Honourable Minister of International Development Marie-Claude Bibeau, closing speech "The Possible Place of Canada in the Inter-American System of Human Rights," delivered during an international conference titled "150th Anniversary of Canadian Confederation in the Americas: Canada's Role Regarding the Protection of Human Rights," presented at the University of Ottawa, 17 September 2017 [non-published], online: Canada 150 <canada150role.com/fr/galerie-videos/>.

12. Canada, Global Affairs Canada, *Canada's Feminist International Assistance Policy*, 2017, online: Government of Canada <www.international.gc.ca>.

Inter-American Convention on the Prevention, Punishment, and Eradication of Violence against Women (or “Convention of Belém do Pará”).¹³ Generally speaking, the Convention also seeks to reinforce the role of women and girls in society and specifically, to condemn all acts and conduct that leads to “violence against women [...] [causing] death or physical, sexual or psychological harm or suffering to women, whether in the public or the private sphere.”¹⁴ Canada’s ratification of the Convention would equally benefit marginalized groups in Canada, such as Indigenous women, who find themselves in a position of having their rights systemically violated.

As mentioned by Professor Lucie Lamarche during her presentation concerning *Women’s Rights and the Inter-American System of Human Rights*, contrary to 2003, Canada is now in a better position with respect to the Inter-American system regarding gender and feminist issues.¹⁵ Thus, Canada’s full adhesion to the *American Convention on Human Rights*¹⁶ could permit the ratification, in the same effort, of the Convention of Belém do Pará and offer Indigenous women and Canadian citizens a complete protection and more judicial remedies. In light of the arguments brought forward by Professor Lamarche, a greater Canadian participation in the Inter-American system, in ratifying these international sources, is necessary to fulfill its international obligations within the framework of its new feminist policy.

Full Inter-American judicial protection is uniquely offered to everyone living in a state that has ratified the *American Convention on Human Rights* and that has accepted the jurisdiction of the Inter-American Court of Human Rights. This is the case for 23 countries belonging to the

13. *Inter-American Convention on the Prevention, Punishment, and Eradication of Violence against Women* “Convention of Belém do Pará,” adopted at Belém do Pará, Brazil, 9 June 1994, at the twenty-fourth regular session of the General Assembly to the Organization of American States (entered in force: 5 March 1995), online: refworld <www.refworld.org/docid/3ae6b38b1c.html>.

14. *Ibid.*, s. 1.

15. Lucie Lamarche, presentation during the panel “Women’s Rights and the Inter-American System of Human Rights,” international conference titled “150th Anniversary of Canadian Confederation in the Americas: Canada’s Role Regarding the Protection of Human Rights,” presented at the University of Ottawa, 16 September 2017 [non-published].

16. *American Convention on Human Rights*, adopted in San José, Costa Rica, 22 November 1969, at the Inter-American Specialized Conference on Human Rights, OASTS No. 36, 1144 UNTS 123, online: Inter-American Commission on Human Rights <www.cidh.oas.org/basicos/english/basic3.american%20convention.htm>.

Americas.¹⁷ However, there are two countries (Trinidad and Tobago, and Venezuela) that have denounced the *American Convention on Human Rights*. This is how these States have retracted themselves from the jurisdiction of the Inter-American Court of Human Rights. Moreover, nine countries still have not adhered to the *American Convention on Human Rights*, namely Canada, Antigua and Barbuda, the Bahamas, Belize, Guyana, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, and the United States. Nevertheless, as they are part of the Organization of American States, these nine States are automatically subject to the jurisdiction of the Inter-American Commission on Human Rights.¹⁸ Only one country of the Americas is completely excluded from the Inter-American system of human rights protection (and has been since January 31, 1962): Cuba. The reason for this exclusion is rooted in Cuba's refusal to adhere to the Inter-American principles.¹⁹ In order to offer a larger protection to everyone in Canada, in addition to enlarging Canada's international influence, it is time to conduct an in-depth analysis of Canada's role in the protection of human rights in the Americas. This fundamental reflection seeks to highlight the challenges and advantages linked to Canada's adhesion (finally!) to the *American Convention on Human Rights*.²⁰

The paper published in this edition of the *Revue générale de droit* aims to intensify reflection, in regard to the ins and outs and the inconsistencies of the Inter-American system for the protection of human rights, but equally to Canada's role in the accomplishment of the rights and freedoms of our continent. The invited experts, whose works are found in this publication, have diverging opinions on the measures necessary to protect human rights in the Americas, however, all are of the opinion that Canada must participate in the protection of rights and freedoms in one way or another, and must do so with an effect on a continental level.

17. OAS, *American Convention on Human Rights, Signatories and Ratifications*, online: OAS <www.oas.org/dil/treaties_B-32_American_Convention_on_Human_Rights_sign.htm>.

18. OAS, *Charter of the Organization of American States (amended)*, SS 53e), 106 & 145, online: OAS <www.oas.org/en/sla/dil/inter_american_treaties_A-41_charter_OAS.asp>.

19. OAS, General Assembly, 39th session, *Resolution on Cuba*, OAS AG/RES 2438 (4 June 2009).

20. François Larocque, Welcoming speech at the conference titled "150th Anniversary of Canadian Confederation in the Americas: Canada's Role Regarding the Protection of Human Rights," presented at the University of Ottawa, 15 September 1997, online: <canada150role.com/videos-gallery/>.

Ariane Rémy Quevedo, Mariana Balcorta, Pierre-Gilles Bélanger and Bernard Duhaime present more than a dozen advantages to Canada's full adhesion to the Inter-American system for the promotion and protection of human rights. Ex-judge Marie Deschamps suggests caution while presenting certain concerns to a full adhesion to the *American Convention on Human Rights*, as the judiciary practice of the Canadian courts differs in several ways from that of the Inter-American system. Salvador Herencia Carrasco and Jolane T. Lauzon explain the importance of the Inter-American system in the protection of the rights of vulnerable groups, such as children and the LGBTQIA+ community, to name a few. Jânia Maria Lopes Saldanha, Nelson Arturo Ovalle Diaz, Arturo Argente Villarreal, Karen Sigmond and Carolina Loayza-Tamayo analyze how the Inter-American system for the protection of human rights conflicts and aligns with the domestic law of countries such as Brazil, Colombia, Mexico and Peru. Sergio Fuenzalida Bascuñán and Álvaro Paúl analyze the elements and effects of the doctrine of conventionality control as a source of international law and how its adoption is difficult in domestic law. Riccardo Perona points to the European model on human rights protection and its interpretation in Italy to reinforce the protection of rights and freedoms on a practical level.

To conclude, we can note a variety of approaches, strategies and opinions that show how to positively work toward the attainment of rights and freedoms of people living in the Americas.

This project of expert gathering and of joint publication was possible due to the willingness and participation of many individuals and organizations. It is necessary to recognize the contribution of former dean, Nathalie Des Rosiers, who executed the necessary steps to obtain funding by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada in order to host the conference. Additionally, we thank Professor François Larocque, as Director of the project, for providing the necessary resources to the team responsible for the organization of international outreach activities. The team is made up of many individuals that dedicated their time and knowledge to organizing international seminars in Santiago (Chile), Montreal and Ottawa (Canada), in addition to organizing an academic publication. To avoid unfairly forgetting certain individuals, we would like to name those who continuously contributed to the project: Héléne Dragatsi, Pierre-Gilles Bélanger, Jolane T. Lauzon, Frederick John Packer, Bernard Duhaime, James Cavallaro and other members of the University such as Dalia Tejeda Alix, Ariane Rémy Quevedo, Alana Linda Guy, Émie Dubuc,

Mathieu Tovar-Poitras, Gina Tizziana Gil Garcia, Cristian Pietrantonio, Aye-Lama Bah, Laura Sarmiento, Salvador Herencia Carrasco, Jacqueline Sirois, Mariana Balcorta, Jael Duarte, Luc Akakpo and Tenille Brown. A special and well-deserved mention is also given to the *Revue générale de droit* team, belonging to the Civil Law section of the University of Ottawa, for their thorough and immaculate work, and for allowing the successful completion of this special edition. The work of many volunteers and employees of the Faculty of Law must also be recognized for their contribution to the accomplishment of many international outreach activities. This important project, driven by so many people, merits just reward, particularly the formal opening of the debate regarding Canada's full adhesion to the Inter-American system of protection of human rights. It is within this framework that Canada could exercise an increased role in the continent in order to improve the quality of life for all, as there is a fundamental question to ask: what kind of continent will future generations inherit? Will they be able to enjoy the use of mountains, lakes, rivers, jungles, forests, as well as other resources of the Americas? In order to assure a higher quality of life for tomorrow, now is the time to act.

Introducción

En 2017, la Facultad de Derecho, Sección de common law de la Universidad de Ottawa, organizó una conferencia internacional titulada *150 años de la confederación canadiense en el continente americano: el papel de Canadá en la protección de los derechos humanos*. Durante tres días, del 15 al 17 de septiembre de 2017, la conferencia movilizó a más de 40 expertos, líderes e investigadores de todas las Américas, Europa y África. La reunión alentó el intercambio y la reflexión sobre el tema de la protección de los derechos humanos en las Américas y, más específicamente, el papel que Canadá puede desempeñar a este respecto.

Los países latinoamericanos han sido Estados soberanos durante más de dos siglos¹, pero es solo desde la década de 1970 que Canadá se ha interesado en tener relaciones sociopolíticas con la América Latina². En las últimas décadas, los países latinoamericanos han experimentado muchos regímenes dictatoriales, y han evolucionado hacia la adopción de democracias imperfectas, inmaduras y en permanente construcción, y siguen aún buscando su propio modelo de gobierno³. El advenimiento de una verdadera política exterior canadiense hacia las Américas coincide con el fin de la guerra fría y la caída de las dictaduras latinoamericanas. Teniendo en cuenta estos antecedentes, muchas preguntas necesitan de respuestas:

1. ¿Cómo podemos enfrentar los desafíos del siglo XXI en un continente donde la migración de poblaciones aumenta considerablemente debido a las crisis en los países de origen, mientras que los

1. C. Parra-Perez, Manuel Cabrera et Raymond Ronze, *Études sur l'indépendance de l'Amérique latine*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1954.

2. François Barthélemy, *Un continent en quête d'unité: l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions ouvrières, 1991, p 180.

3. Pierre-Gilles Bélanger, « Une réforme pénale en Amérique latine qui devrait chercher sa légitimité » (2015) hors série mars RQDI 29, p 31.

países anfitriones parecen incapaces o indiferentes en el compromiso necesario para solucionar el problema migratorio?⁴

2. ¿Cómo explicar que el continente americano, que conecta los dos polos terrestres y es tan rico en recursos naturales, es el hemisferio más desigual del planeta en la distribución de los ingresos?⁵
3. A pesar de las inversiones masivas en la guerra contra las drogas ilícitas, ¿cómo pueden la corrupción y la delincuencia organizada controlar cada vez más territorios y sectores económicos a escala continental?⁶
4. ¿Cómo explicar que, a pesar de la modernización de los sistemas de seguridad y de justicia⁷, la inseguridad y la criminalidad están aumentando en la mayoría de las principales ciudades del continente?⁸
5. ¿Cómo explicar que los primeros habitantes de las Américas aún no son reconocidos como autoridades autónomas en sus territorios?⁹
6. ¿Por qué la efectividad de los derechos de las minorías y de los grupos vulnerables sigue siendo un proyecto inacabado en muchos países de las Américas?¹⁰
7. ¿Cómo puede Canadá tener una presencia y un papel legítimo en las Américas?

4. Migration Data Portal, «The Total Number of International Migrants Residing in the Country or Region», 2017, en línea: <://migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2017>.

5. Gapminder, «Inequality Index (Gini) by World Regions – The Americas» (2016), en línea: Gapminder <://www.gapminder.org/>.

6. Transparency International, «Corruption perceptions index 2017», en línea: Transparency International <://www.transparency.org/>.

7. Bélanger, *supra* note 3, pp 32–40.

8. NationMaster, «Violent Crime – Murder Rate», en línea: NationMaster <www.nationmaster.com/country-info/stats/Crime/Violent-crime/Murder-rate>.

9. Sophie Thériault, «Justice environnementale et peuples autochtones: les possibilités et les limites de la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme» (2015) hors série mars RQDI 129; Sergio Fuenzalida B, «Desarrollo de la jurisprudencia en Chile sobre la consulta indígena: los casos del tribunal constitucional y la corte suprema» (2015) hors série mars RQDI 149; Gonzalo Bustamante, «The Right to Consultation and Free, Prior and Informed Consent in Latin America: The Governmentality of the Extraction of Natural Resources» (2015) hors série mars RQDI 179; Salvador Herencia Carrasco, «Public Interest Litigation in the Inter-American Court of Human Rights: The Protection of Indigenous Peoples and the Gap Between Legal Victories and Social Change» (2015) hors série mars RQDI 199.

10. Bruno Lautier, «Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables» (2013) 214:2 *Revue Tiers Monde* 187.

Este proyecto buscó responder algunas de las anteriores preguntas mediante el intercambio de conocimientos y de experiencias a nivel continental. En otras palabras, esta conferencia, buscaba identificar la manera de aumentar la protección de los derechos humanos, optimizar el desempeño de la democracia y extender el Estado de derecho a una escala continental. Entre los temas tratados, los invitados discutieron sobre las ventajas y desventajas para que Canadá adhiriera plenamente al sistema interamericano de protección de los derechos humanos. También discutieron los problemas y desafíos que algunas poblaciones vulnerables, incluidos los pueblos indígenas, las mujeres y las personas que se identifican con el grupo LGBTQIA+, encuentran para hacer reconocer y ejercer sus derechos y libertades. Después de cada presentación, el público tuvo la oportunidad de hacer preguntas y participar en las discusiones. El diálogo con expertos y la participación del público han generado nuevas ideas sobre el papel de Canadá en las Américas en materia de protección efectiva de los derechos humanos.

El 17 de septiembre de 2017, el simposio acogió a la Honorable Marie-Claude Bibeau, Ministra de Desarrollo Internacional y La Francofonía, como oradora principal. En su esclarecedor discurso, titulado “El lugar potencial de Canadá en el sistema interamericano de derechos humanos”, la ministra destacó, entre otros, los siguientes puntos:

- i. Muchos países de las Américas aún enfrentan importantes obstáculos para el empoderamiento de las mujeres y las niñas y su plena participación en la construcción de la sociedad y la economía;
- ii. El derecho de las mujeres y las niñas a la salud sexual y reproductiva está lejos de ser respetado en las Américas y en todo el mundo;
- iii. Canadá reconoce que solo con el logro de la igualdad de género y el fortalecimiento del papel de las mujeres y las niñas en la sociedad, el mundo podrá alcanzar los objetivos de desarrollo sostenible y eliminar, de una vez por todas, a la pobreza¹¹.

La ministra Bibeau lanzó recientemente la nueva política feminista canadiense de ayuda internacional, que tiene como objetivo proteger

11. La Honorable Marie-Claude Bibeau, Ministra de Desarrollo Internacional, palabras de clausura, «El lugar potencial de Canadá en el sistema interamericano de derechos humanos», presentadas en la conferencia internacional, “150 años de la Confederación canadiense en el continente americano: el papel de Canadá en la protección de los derechos humanos”, presentadas a la Universidad de Ottawa, 17 septiembre 2017 [non publicada], en línea: Canadá 150 <<https://canada150role.com/es/galeria-de-videos/>>.

a las personas más pobres y vulnerables en los Estados frágiles¹². Sin embargo, esta política podría tener aún más impacto internacional si Canadá ratifica la *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Eliminar la Violencia contra la Mujer* (“Convención de Belém do Pará”) ¹³. En términos generales, esta Convención también busca fortalecer el papel de las mujeres y las niñas en la sociedad y, más específicamente, condenar cualquier acto o conducta que conduzca a la violencia contra la mujer “basada en su género, que cause muerte, daño o sufrimiento físico, sexual o psicológico a la mujer, tanto en el ámbito público como en el privado”¹⁴. La ratificación de este instrumento también ayudaría a los miembros de grupos vulnerables en Canadá, como las mujeres indígenas que se encuentran en una posición sistémica de abusos de sus derechos.

Como señaló la profesora Lucie Lamarche en el panel sobre *los derechos de las mujeres y el sistema interamericano de derechos humanos*, “a diferencia de 2003, Canadá se encuentra ahora en una posición de demanda, frente al sistema interamericano de derechos humanos, con respecto a temas de género y feministas los cuales necesitan de especial atención”¹⁵. Así, la plena adhesión de Canadá, a la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*¹⁶, podría hacer posible de ratificar al mismo tiempo la Convención de Belém do Pará y brindar a los habitantes canadienses una protección más amplia mediante un proceso judicial completo. A la luz de los argumentos de la profesora Lamarche, la mayor participación de Canadá en el sistema interamericano, a través de la ratificación de estos instrumentos internacionales, es necesaria

12. Canada, Affaires mondiales Canada, *La Politique d'aide internationale féministe du Canada*, 2017, en línea: Gouvernement du Canada <www.international.gc.ca>.

13. *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Eliminar la Violencia contra la Mujer* (“Convención de Belém do Pará”), adoptada en Belém do Pará, Brasil, 9 junio 1994, luego de la 24ª sesión ordinaria de asamblea general (vigente: 5 marzo 1995), en línea: Comisión interamericana de derechos humanos <www.oas.org/juridico/spanish/tratados/a-61.html>.

14. *Ibid*, art 1.

15. Lucie Lamarche, presentación en el marco del panel, «Los derechos de las mujeres y el sistema interamericano de derechos humanos», presentada en la conferencia internacional, “150 años de la Confederación canadiense en el continente americano: el papel de Canadá en la protección de los derechos humanos”, presentada a la Universidad de Ottawa, 16 septiembre 2017 [non publicada].

16. *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, adoptada en San José, Costa Rica, 22 noviembre 1969, en la Conferencia especializada interamericana sobre derechos humanos, OASTS n° 36, 1144 UNTS 123, en línea: <www.oas.org/dil/esp/tratados_B-32_Convencion_Americana_sobre_Derechos_Humanos.htm>.

para cumplir las obligaciones internacionales como parte de la nueva política canadiense feminista en materia de cooperación internacional.

Una completa protección judicial interamericana está disponible solo para aquellos individuos que viven en un Estado que ha ratificado la *Convención Americana sobre Derechos Humanos* y ha aceptado la jurisdicción de la Corte Interamericana. Este es el caso de 23 países de las Américas¹⁷. Sin embargo, hay dos países (Trinidad y Tobago y Venezuela) que han denunciado la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*. Por lo tanto, ambos Estados se retiraron de la jurisdicción obligatoria de la Corte Interamericana. Además, nueve países aún no han adherido a la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*: Canadá, Antigua y Barbuda, Bahamas, Belice, Guyana, St. Kitts y Nevis, Santa Lucía, San Vicente y Las Granadinas, así como los Estados Unidos de América. Sin embargo, como estos nueve Estados son miembros de la Organización de los Estados Americanos, estos países están automáticamente sujetos a la jurisdicción de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos¹⁸. Solo un país en las Américas ha permanecido totalmente fuera del sistema interamericano de protección de los derechos humanos desde el 31 de enero de 1962: Cuba. Esto es así porque el Estado cubano aún no adhiere a los principios interamericanos¹⁹. Para brindar mayor protección a los habitantes de Canadá, así como para ampliar el alcance de la política internacional canadiense, es hora de hacer un análisis en profundidad sobre el papel de Canadá en la protección de los derechos humanos en las Américas. “Esta reflexión fundamental busca resaltar los desafíos y los beneficios de la plena adhesión de Canadá (¡por fin!) a la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*”²⁰.

Los resultados de las investigaciones publicadas en este número especial de la *Revue Générale de Droit* tratan de profundizar la reflexión, tanto sobre los pros y contras, así como de las inconsistencias del

17. OEA, *Convención Americana sobre Derechos Humanos, Estado de firmas y ratificaciones*, en línea: OEA <www.oas.org/dil/esp/tratados_B-32_Convencion_Americana_sobre_Derechos_Humanos_firmas.htm>.

18. *Carta de la Organización de los Estados Americanos (reformada)*, art 53.e, 106 et 145, en línea: OEA <www.oas.org/es/sla/ddi/tratados_multilaterales_interamericanos_A-41_carta_OEA.asp>.

19. OEA, Asamblea general, 39ª sesión, *Resolución relativa a Cuba*, Doc off OEA AG/RES 2438 (4 junio 2009).

20. François Larocque, discurso de bienvenida en la conferencia internacional, “150 años de la Confederación canadiense en el continente americano: el papel de Canadá en la protección de los derechos humanos”, presentado a la Universidad de Ottawa, 15 septiembre 2017 [non publicado], en línea: <<https://canada150role.com/es/galeria-de-videos/>>.

sistema interamericano de protección de los derechos humanos; de igual manera, se reflexiona sobre el papel potencial de Canadá en la efectividad de los derechos y libertades en nuestro continente. Los expertos invitados a escribir en esta publicación tienen opiniones diferentes sobre cómo proteger mejor los derechos humanos en las Américas, pero todos comparten la opinión según la cual, Canadá debe participar en la protección de los derechos y libertades de una manera u otra, con impacto a escala continental.

Ariane Rémy Quevedo, Mariana Balcorta, Pierre-Gilles Bélanger y Bernard Duhaime muestran más de una docena de ventajas en términos de la adhesión completa de Canadá al sistema interamericano de promoción y protección de los derechos humanos. La ex jueza Marie Deschamps reclama cautela y hace algunas reservas a la adhesión total de Canadá a la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, ya que la práctica judicial de los tribunales canadienses difiere en muchos aspectos de la del sistema interamericano. Salvador Herencia Carrasco y Jolane T Lauzon explican la relevancia del sistema interamericano en la protección de los derechos de las personas vulnerables, como los niños y las personas que pertenecen a la comunidad LGBTQIA+, por ejemplo. Jânia María Lopes Saldanha, Nelson Arturo Ovalle Díaz, Arturo Argente Villarreal, Karen Sigmond y Carolina Loayza-Tamayo analizan cómo el sistema interamericano de protección de los derechos humanos entra en conflicto y se armoniza con la legislación interna de países como Brasil, Colombia, México y Perú. Sergio Fuenzalida Bascuñán y Álvaro Paúl analizan los elementos y los efectos de la doctrina del control de la convencionalidad como fuente de derecho internacional y cuyo aterrizaje es difícil en el derecho interno. Riccardo Perona invita a mirar el modelo europeo de protección de los derechos humanos y su interpretación en Italia para fortalecer la protección de los derechos y las libertades a nivel práctico.

En esta publicación encontraréis sin duda, una variedad de enfoques, estrategias y perspectivas que muestran cómo hacer mejor para convertir en realidad los derechos y libertades de las personas que viven en las Américas.

Este proyecto de encuentros de expertos y publicación colectiva fue posible gracias a la feliz participación de varias personas y organizaciones. Primero debemos reconocer la contribución de la ex decana Nathalie Des Rosiers, que tomó las acciones necesarias para obtener una subvención del Consejo de Investigación de Ciencias Sociales y Humanidades de Canadá para la organización de este simposio. Luego,

el profesor François Larocque, como director del proyecto, puso todos los recursos a disposición del equipo responsable de organizar las actividades de divulgación internacional. El equipo está formado por un gran número de personas que dedicaron su tiempo y experiencia para organizar simposios internacionales en Santiago (Chile), Montreal y Ottawa (Canadá), así como una publicación científica. Para evitar que algunas personas sean olvidadas injustamente, nos gustaría nombrar a aquellos que han estado trabajando continuamente: Hélène Dragatsi, Pierre-Gilles Bélanger, Jolane T Lauzon, Frederick John Packer, Bernard Duhaime, James Cavallaro y otros miembros de la comunidad universitaria incluyen a Dalia Tejeda Alix, Ariane Rémy Quevedo, Alana Linda Guy, Émie Dubuc, Mathieu Tovar-Poitras, Gina Tizziana Gil García, Cristian Pietrantonio, Aye-Lama Bah, Laura Sarmiento, Salvador Herencia Carrasco, Jacqueline Sirois, Mariana Balcorta, Jael Duarte, Luc Akakpo y Tenille Brown. Una mención especial y merecida está dirigida al equipo de la *Revue Générale de Droit* de la Sección de Derecho Civil de la Universidad de Ottawa por su labor concienzuda y cuidadosa, que condujo a esta edición especial. También debemos reconocer el trabajo de otros voluntarios y empleados de la Facultad de Derecho que han contribuido a la realización de varias actividades de divulgación internacional. Este arduo trabajo de tantas personas merece una recompensa justa, se trata de comenzar formalmente el debate sobre la plena adhesión de Canadá al sistema interamericano de protección de los derechos humanos. Así es como Canadá puede desempeñar un papel más remarcable en el continente para mejorar la calidad de vida de todos mediante la efectividad de los derechos humanos, porque hay una pregunta fundamental que responder: ¿qué tipo de continente heredarán las generaciones futuras? ¿Podrán disfrutar nuestros hijos de las montañas, lagos, ríos, quebradas, selvas y bosques, así como de todas las demás riquezas de las Américas? Es hora de actuar inmediatamente para garantizar una mejor calidad de vida en el futuro cercano.